

Mais oui, on veut bien financer l'installation de jeunes bi-nationaux en Algérie !

écrit par Manuel Gomez | 28 février 2024





Il paraîtrait que des dizaines de jeunes, nés dans notre pays et possédant la double nationalité quitteraient la France afin de s'installer en Algérie. **Cette jeunesse de jeunes immigrés solliciterait les deux principaux organismes officiels de soutien aux microentreprises, l'ANSEJ (Agence nationale de soutien à l'emploi des Jeunes) et la CNAC (Caisse Nationale de l'Assurance Chômage) afin d'obtenir un financement et pouvoir ainsi réaliser leurs projets d'installation en Algérie.**

Le ministre algérien du Travail estimerait leur nombre à une soixantaine chaque année (50 dans le cadre du dispositif ANSEJ, réservé aux moins de 35 ans, et 10 pris en charge par la CNAC, pour les 35/50 ans).

Il s'agit bien entendu d'une goutte d'eau, vu le nombre total des créations de microentreprises : 370.000 pour la seule ANSEJ, mais n'est-ce pas avec une première goutte d'eau que l'on remplit une baignoire, puis une piscine ?

Les autorités algériennes ne désespèrent pas de voir ce

robinet s'ouvrir davantage et, pour cela, ce même ministère annonce de nouvelles mesures destinées à faciliter ces créations.

Le premier ministre a déclaré vouloir accélérer ce processus en accordant davantage de facilités aux Algériens établis à l'étranger car, jusqu'à présent, le parcours était semé d'embûches.

Il a été décidé de supprimer notamment le document attestant la situation de chômage, d'ouvrir des agences bancaires afin de faciliter les transferts des sommes exigées comme apport personnel et, surtout, la possibilité d'effectuer directement toutes les démarches en ligne, via un portail dédié à cet effet.

Toutes ces décisions prises pour réduire au maximum « Les sempiternelles tracasseries administratives » qui, jusqu'à aujourd'hui, ont rebuté, paraît-il, de très nombreux candidats « au retour vers le pays ».

Si ce sont ces difficultés qui rebutent tous ces milliers de « volontaires », il est de notre devoir de les aider en les informant régulièrement et le plus souvent possible.

Le Salon de l'emploi d'Alger, organisé par les autorités pour permettre, justement, de mieux valoriser les différents dispositifs d'aide aux jeunes porteurs de projets, et une opportunité de mieux les faire connaître.

Ces mesures concernent les jeunes d'origine algérienne mais ne pourraient-elles pas être étendues à tous les jeunes immigrés des différents pays d'Afrique ?

Des centaines de millions d'euros sont détournés dans notre pays sans pratiquement le moindre contrôle et l'on peut se demander quel rôle jouent les fonctionnaires chargés de ce contrôle et qui justement ne contrôlent rien et paient : le font-ils par idéologie ou par ordre ?

Des dizaines de milliers d'Africains tentent, quelquefois au péril même de leur vie, de quitter leurs pays par tous les moyens pour pénétrer clandestinement sur le territoire français et échapper ainsi au marasme et à un avenir qui leur semble totalement bouché et même risqué, compte tenu de l'incertitude politique du lendemain et des risques d'affrontement religieux ou ethniques qui se précisent, voilà que, dans le sens inverse, quelques Algériens, hélas fort peu nombreux, font le chemin contraire et il me semble nécessaire de les y aider de notre mieux et, pourquoi pas, d'accélérer, autant que faire se peut, ce mouvement original et de le proposer à tous les autres « jeunes » immigrés de l'Afrique.

Le président Emmanuel Macron, lors d'un tout récent discours concernant sa prochaine présidence de l'Union Européenne, avait annoncé « *qu'il fallait absolument « aider » l'Afrique afin de tenter d'endiguer ce flux migratoire vers le « Paradis » européen.* »

L'une des mesures qui seront prises ne pourrait-elle pas justement être prioritairement cette aide à l'installation « dans leurs pays d'origines » et cela afin de les inciter à y retourner ?

A la condition que ne soit pas organisée une nouvelle « fraude » et que les bénéficiaires ne soient pas de « retour » quelques semaines ou quelques mois plus tard !

Quelques exemples : Adil, diplômé d'une grande école de commerce française, né en France, âgé de 27 ans, a pris la décision, longuement réfléchie, de tenter sa chance dans le pays d'origine de ses parents. Il a quitté Bordeaux, qui est, paraît-il, la ville de France où il fait le « mieux vivre », pour créer une fabrique alimentaire à Tlemcen (Algérie). Adil estime que ce pays a une situation géographique, au carrefour de l'Europe et de l'Afrique, a un potentiel d'exportation très intéressant. (Ce n'est pas nous qui le contredirons, bien au contraire !)

C'est le cas également de Zakaria, 33 ans. Il n'est pas né en France mais à Tipaza (Algérie).

Ses parents avaient immigré dans les années 90, à cause de l'insécurité du pays. Zakaria a étudié le photovoltaïque et, quand il a découvert que son projet, situé à Cherchell, pouvait être presque entièrement financé, il a foncé malgré les tracasseries inhérentes à tout projet d'investissement. « *A ma connaissance, affirme-t-il, aucun pays n'offre de telles facilités aux jeunes pour lever des fonds et créer des entreprises.* »

Nous en sommes persuadés et souhaitons que nombre de jeunes suivent son exemple.

Le retour aux sources est souvent une motivation première, c'est le cas de Messaouda, 47 ans. Elle a décidé de retrouver le pays de son enfance. Elle a toujours eu la sensation d'être déracinée et, à présent, elle entend faire partager sa passion pour la plongée sous-marine en ouvrant

une école à Tenès (Algérie).

Messaouda était installée à Nice, responsable des ressources humaines d'un groupe automobile. « *Mon entourage avait peur pour moi, en tant que femme, peur que je ne sois pas libre. Je ne me suis jamais sentie aussi libre qu'ici !* ».

Voilà une affirmation qui devrait reconforter les femmes « voilées » en France ; elles pourront vivre « sans voile » en Algérie, qu'elles se le disent !

Mais comment réagissent les Algériens ? « On rencontre parfois un rejet de la part de certaines personnes qui pensent qu'on vient « manger leur pain » (Tiens donc !). L'intégration n'est pas forcément facile, surtout si on ne maîtrise pas très bien la langue arabe par exemple. Même dans ce pays, que l'on considère comme le sien, des efforts pour réussir son intégration sont nécessaires car les mœurs et coutumes sont différentes. « *Mais, surtout, il ne faut pas que cela décourage les « courageux », bien au contraire !* »

Tous partagent la même ambition : « *prouver que l'on peut réussir dans son « propre pays d'origine* ».

Nous sommes totalement de cet avis !

Leurs aventures méritent d'être connues et, nous l'espérons, suivies par de très nombreux jeunes, actuellement en France, et qui ne se sentent pas totalement intégrés, qui vivent mal leur jeunesse et n'aperçoivent aucun débouché, aucun avenir : aujourd'hui l'Algérie les attend et demain l'Afrique les espère...enfin « paraît-il »